

# La négociation sociale, grand défi des prochains mois



Tout indique que la direction n'attend plus que le résultat des élections professionnelles pour lancer le grand chantier des négociations sur le "**Nouveau contrat social**" souhaité par le PDG Emmanuel Hoog.

*SUD* n'a pas boycotté les nombreuses réunions censées préparer ces négociations : nous y avons participé activement, en apportant nos propres arguments. Cette participation nous a permis d'informer amplement le personnel ; **nous avons fait en sorte que tout se passe en toute transparence.**

Ce dialogue social reprendra très prochainement entre la direction et une partie des syndicats. ***SUD* ne les laissera pas négocier seuls.** Nous y interviendrons, dans un double but clair et affiché :

- **vous informer**, pour que vous puissiez vous faire votre propre opinion et peser sur les négociations ;
- **proposer des solutions alternatives** et défendre la Mission d'intérêt général de l'AFP et les intérêts des personnels.

## Force de propositions et d'action

Les élus et délégués *SUD* ont appliqué cette ligne au cours du mandat 2011-2014 : **les principaux accords sociaux ont été négociés et cosignés par *SUD*.** Nous avons notamment obtenu des avancées sur la parité hommes-femmes et une amélioration du plan de carrière des journalistes (au fil des ans, TOUS les journalistes statut siège accèdent automatiquement à la catégorie RED5). Mais nous n'avons pas dit "oui" à tout : pour chacun des textes négociés depuis 2011, *SUD* a expliqué sa position (cf. notre "inventaire des accords sociaux"<sup>1</sup>).

**Il en sera ainsi au cours des prochains mois :**

### ➤ Sur le financement de l'AFP

Nous avons réagi à la publication du **projet de loi de finances 2015** dès sa publication. Ce projet révèle la volonté du gouvernement d'accentuer le désengagement de l'Etat<sup>2</sup>. Alors que les versements de l'Etat à l'AFP augmentaient de 1,8% par an sur la période 2009-2013 (dans le cadre du Contrat d'objectifs et de moyens), ce rythme sera fortement ralenti à +1,6% en 2015, +0,6% en 2016, +0,3% en 2017...

Ce manque à gagner, il faudra le compenser : **1/** en augmentant le chiffre d'affaires commercial ; **2/** en réalisant de nouvelles économies sur le dos du personnel.

*SUD* combat ce désengagement de l'Etat. Nous participerons aux mobilisations unitaires contre la politique d'austérité, le projet de loi de finances 2015 et le prochain Contrat d'objectifs et de moyens, qui confirmera ces orientations.

### ➤ Sur le Statut de l'AFP

Nous avons été les premiers à critiquer le principal problème posé par la **proposition de loi Français**<sup>3</sup>. Elle s'attaque directement à l'ADN de l'AFP : les deux premiers articles du Statut de 1957 qui définissent l'AFP comme une Mission d'intérêt général, rien qu'une Mission d'intérêt général. (/...)

<sup>1</sup> Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article281>

<sup>2</sup> Cf. communiqué *SUD* du 3 octobre 2014 - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article298>

<sup>3</sup> Cf. communiqué *SUD* du 29 septembre 2014 - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article296>

En ajoutant au Statut un paragraphe qui définit pour l'AFP des activités "*ne relevant pas des missions générales*", ce texte introduit **le ver dans le fruit** : la proposition de loi Françaix légalise les dérives anciennes, actuelles ou futures (Newzwag, AFP Services etc.).

Ce changement est en lien direct avec le désengagement de l'Etat et avec les règles de concurrence européennes. En effet, l'AFP sera forcée de courir après une augmentation constante de son chiffre d'affaires. Mais il sera quasiment impossible de réaliser cette augmentation via un renforcement des activités liées à notre Mission d'intérêt général.

D'où les projets de "diversification" et de lancement d'activités commerciales répondant à des commandes de clients, donc réalisées pour satisfaire des **intérêts particuliers**.

*SUD* ne lâchera rien sur l'ADN de l'AFP.

### ➤ **Sur les dangers d'externalisation**

Défendre l'ADN de l'AFP, c'est aussi défendre l'unité de l'AFP et de ses personnels. *SUD* s'est toujours battu pour que tous les salariés de l'AFP puissent bénéficier des mêmes droits professionnels, démocratiques et sociaux. Nous avons dénoncé le fait que les activités de l'AFP en langue allemande ne soient pas considérées comme faisant partie de la Mission d'intérêt général, et que les salariés en Allemagne aient été exclus de l'élection des représentants du personnel au Conseil d'administration, alors qu'il s'agit du seul scrutin mondial à l'AFP<sup>4</sup>.

*SUD* est opposé à la filialisation d'activités, qu'elles soient rédactionnelles, administratives ou techniques. Cela concerne autant AFP Services et sa filiale journalistique low-cost AFP Media Services<sup>5</sup>, que le projet de filiale de financement (filiale "technique"), proposée par le député Michel Françaix.

### ➤ **Sur les salaires et les budgets piges**

En participant aux échanges avec la direction, *SUD* a pu démontrer par A plus B le manque de sincérité du scénario d'économies présenté par le PDG<sup>6</sup>. Même en réduisant l'évolution de la masse salariale en dessous de 1% par an, comme c'est actuellement le cas pour les salariés statut siège, la direction veut prolonger le gel des salaires et la réduction du budget piges France. Car elle sait que l'Etat se désengage et que les recettes commerciales risquent de ne pas être au rendez-vous.

*SUD* se battra contre ces logiques austéritaires et pour des augmentations générales, y compris pour les pigistes.

### ➤ **Sur les parcours professionnels**

Chacun doit pouvoir évoluer au cours de sa carrière à l'AFP. La précarité et les réductions d'effectifs limitent les perspectives ; la direction agit souvent "à la tête du client". Elle s'appuie sur une nouvelle loi pour instaurer prochainement des entretiens individuels. Ce dispositif sera-t-il un nouvel instrument de gestion arbitraire de la pénurie et des ressources humaines ? C'est le danger. Mais l'idée d'entretiens formalisés répond aussi à la demande de salariés qui souhaitent une meilleure visibilité sur leurs perspectives d'évolution. Il faudra donc clairement définir les droits des salariés et limiter le rôle de ces entretiens et les pouvoirs de la direction.

*SUD* refusera tout dispositif qui remplacerait les automatismes des plans de carrière par des conditions d'accès à certains échelons.

- **Donnez à *SUD* les moyens de poursuivre et d'amplifier son action.**
- **Votez et faites voter *SUD*.**

Paris, le 16 octobre 2014

***SUD*-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)**

**Sud**  
Solidaires  
AGENCE FRANCE PRESSE

<sup>4</sup> Cf. communiqué *SUD* du 15 septembre 2014 - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article283>

<sup>5</sup> Cf. communiqué intersyndical - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article259>

<sup>6</sup> Cf. communiqué *SUD* sur la négociation salariale - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article285>